

Sir JOHN A. MACDONALD : Voici ce qui est arrivé : Le général Oliver se rendit en Angleterre et le général Cameron le remplaça. Il avait le droit d'avoir une maison quelque part, et il n'y en avait pas sur le terrain, à Barriefield ou près du fort. La maison d'abord affectée à l'usage du commandant, est occupée, je crois, par le plus ancien professeur. Comme l'honorable député le sait, le colonel Hewitt demeurait dans la ville et le général Oliver y demeura aussi. Lorsque le général Cameron fut nommé, il lui fut impossible de trouver une maison à louer et cette maison fut mise en vente. Elle était évaluée, je crois, à une somme plus élevée que celle que nous avons payée, et un particulier que l'honorable député connaît très bien voulait l'acheter à ce prix-là, qu'il était prêt à donner. Mais l'on a cru bon d'acheter cette maison et, le prix en est si modéré, qu'il est parfaitement évident que l'on peut toujours la revendre. La question de construire une maison sur le terrain, a été discutée au conseil, à la demande du ministre de la milice. En somme, je crois qu'il y a de bonnes raisons pour que le commandant réside là, bien que les commandants eux-mêmes ne s'accordent pas là-dessus. Nous avons, néanmoins, un commandant tout à fait compétent, un homme très habile, bien qu'il ait le malheur d'être le gendre de sir Charles Tupper. Malgré ce grand tort, c'est un officier distingué, et un commandant très compétent, et il y a eu une amélioration considérable dans la discipline du collège, depuis que le général Cameron en a pris le commandement. Lorsque le collège aura pris de l'importance, je crois qu'il faudra construire une maison sur le terrain. Quelle que soit l'époque où elle sera construite, il est parfaitement certain que, vu l'augmentation rapide de la valeur de la propriété à Kingston, le gouvernement pourra vendre cette maison sans éprouver de perte.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je ne voudrais pas du tout assurer la chose.

M. McMULLEN : Je ne crois pas que dans les villes, en dehors de Toronto, à l'exception, peut-être, de Woodstock, la propriété augmente en valeur.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je le sais.

M. McMULLEN : Il peut arriver qu'il en soit ainsi quelquefois, à Kingston, mais une maison doit être bien bonne pour valoir \$12,500. Je suis d'avis que si nous devons avoir une maison pour le commandant, elle soit sur le terrain, près du collège. Je crois que le ministre de la milice, avec très peu de difficulté, aurait pu trouver à louer une maison qui aurait convenu au commandant pour peu de temps. Il y a quelques magnifiques maisons à Kingston.

Sir JOHN A. MACDONALD : Elles sont occupées par de très braves gens.

M. McMULLEN : Je sais que, dans ce moment, il y a quelques-unes qui sont inoccupées, de sorte que, dans mon opinion, l'on aurait pu trouver une maison sans éprouver beaucoup de difficulté. Puis, nous aurions pu construire une maison sur le terrain et le commandant aurait pu l'occuper. L'honorable premier ministre dit qu'il ne sera pas difficile de vendre cette maison quand nous désirerons nous en défaire, mais, si nous examinons son administration passée, je doute qu'il puisse remplir cette promesse mieux qu'il ne l'a fait de plusieurs autres.

Sir JOHN A. MACDONALD : Vous êtes un Thomas incrédule.

M. McMULLEN : Je sais que l'honorable premier ministre est toujours disposé à faire des promesses, je n'ai aucun doute que, dans quelques années, il sera obligé de vendre cette maison \$2,000 à \$4,000 de moins que nous ne l'avons payée. Et puis, elle est à un mille et demi du collège. Je suis sûr que le commandant ne franchira jamais cette distance à pied, ni qu'il prendra le tramway; nous ne pourrions pas nous attendre à cela, considérant la famille

distinguée à laquelle il est allié et, en toute probabilité, il nous faudra acheter des chevaux et une voiture pour le conduire au collège. J'ai examiné les dépenses que nous avons faites récemment et je vois que ce digne homme a été absent 118 jours et qu'il a servi de second secrétaire particulier à sir Charles Tupper, lorsque ce dernier était à Washington. Sir Charles Tupper avait déjà un secrétaire particulier, M. C. C. Chipman, à qui nous payions \$2,499.

Sir ADOLPHE CARON : Il n'a pas été nommé et n'a pas agi comme secrétaire.

M. McMULLEN : Le commandant a été 118 jours à Washington, pendant lesquels il a reçu \$2,716.60. Je ne saurais dire s'il a été là en qualité de sous-secrétaire. M. Chipman était engagé comme secrétaire de sir Charles Tupper et je suppose qu'il a pris le commandant comme assistant, dans le cas où il arriverait quelque chose. En tout cas, nous avons payé une jolie somme pour son temps à Washington. Si nous en jugeons d'après les articles du compte de l'auditeur-général, nous l'avons fait fêter dans les plus hauts prix et dans les meilleures places, car, durant 118 jours, il a retiré \$2,716. Je crois qu'il est de mon devoir, et je ne crains pas de le remplir, de porter cette affaire à la connaissance de la chambre. Il n'est pas juste que le peuple soit taxé pour des affaires de cette nature et pour des dépenses inutiles qui s'élèvent à des millions. Nous avons dépensé \$40,000,000 dans le cours de l'année dernière, en maisons de commandants, en gratifications à des chemins de fer et en gaspillage de toute nature, de sorte qu'aujourd'hui, il n'est pas aujourd'hui une classe de la société dans l'empire de la Grande Bretagne, qui soit plus fortement taxée que nous le sommes, et tout cela, parce qu'un homme a occupé le poste de premier ministre pendant vingt ans, avec l'appui de ses partisans qui le suivent si avouglément. Nous constatons cette extravagance dans toutes les directions—la ligne courte, le chemin d'Oxford et de New-Glasgow, l'embranchement de Saint-Charles et toutes ces dépenses qui, de prime abord, prouvent la plus abominable des corruptions.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : D'après les comptes publics, il semble que j'avais raison de dire que les \$800 contribuaient à payer le combustible et l'éclairage. J'ai les comptes publics de 1878, et je constate que le loyer de la maison du commandant figure à part, au taux d'environ \$500 par année et le charbon fourni, forme une somme de \$270 par année, de sorte que je crois avoir dit la vérité en disant que ces \$800 comprenaient l'éclairage et le combustible. S'il en est ainsi, l'honorable ministre verra que l'arrangement actuel n'opérera pas d'épargne, mais entraînera probablement une dépense additionnelle considérable. J'aimerais que l'honorable ministre s'assurât des faits.

Sir ADOLPHE CARON : Je crois encore que j'ai raison.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Les comptes publics prouvent que j'avais raison, relativement à ce qui est arrivé dans le passé.

M. COCKBURN : J'aimerais attirer l'attention de l'honorable député d'Oxford-Sud (sir Richard Cartwright) sur le calcul très curieux qu'il a fait. Il croit que \$800 seront suffisants, aujourd'hui comme auparavant. La maison a coûté \$12,500, ce qui, à 4 pour 100, représente un loyer de 500 par année, et il porte la valeur des réparations à \$300 par année, ou 60 pour 100 du loyer. L'honorable député connaît-il un propriétaire dans ce pays ou dans un autre pays, qui soit disposé à payer 60 pour 100 de son loyer pour réparations?

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Non ; mais je sais ce qu'il en coûte pour conserver une maison en bon ordre, et je sais que pour cette maison appartenant au gouvernement, l'on enverra assurément des notes de ce montant.

M. COCKBURN : Vous serez étonnés d'apprendre que \$300 sur \$500 sont exigés pour des réparations. Cependant,